

Contribution à

Olivier COGNE, Jacques LOISEAU et Olivier VALLADE coord., *Uriage, de l'École des cadres à l'héritage culturel*, Grenoble, MSH Alpes-Musée de la Résistance et de la Déportation, 2017, p. 93-104.

Uriage : École de Vichy ou creuset de la Résistance ?

Uriage, Vichy ou Résistance ?, la question n'a cessé de se poser depuis que l'École nationale des cadres a manifesté son indépendance à l'égard de l'État français. Elle s'est posée pendant la guerre, d'un côté comme de l'autre, et sans doute les réponses alors apportées dans les milieux résistants ont été plus compréhensives de ses choix qu'après. Elle s'est donc posée après la Libération et, depuis, les réponses vont des plus nuancées au plus tranchées, même si l'ambivalence prévaut souvent, par exemple chez Bernard Comte qui est l'historien de référence de l'école des cadres d'Uriage. Dès 1985, il écrivait : « Il serait effectivement abusif de présenter l'École d'Uriage comme le "berceau de la Résistance dans le Dauphiné" : mieux vaut la qualifier doublement comme l'un des foyers publics de résistance morale sous le régime de Vichy, et l'un des inspirateurs et catalyseurs de l'unité de la Résistance en Dauphiné »<sup>1</sup>.

Des avis divergents

Les premières histoires de la Résistance tendent à contourner la question. Cette position d'abstention est adoptée par des historiens tels qu'Henri Michel ou Henri Noguères<sup>2</sup>. Ils peuvent évoquer Dunoyer de Segonzac en 1943-1944, mais pas Uriage. Il est significatif qu'il s'agisse d'historiens qui ont été des résistants, membre pour l'un des Mouvements unis de la Résistance ou proche d'eux pour l'autre, mais alors militants socialistes et n'ayant donc pas la même culture politique que les hommes d'Uriage. Il en va de même chez Alban Vistel qui ne consacra aucune ligne à Uriage dans *La nuit sans ombres*<sup>3</sup>. Les historiens de la Résistance qui sont venus après eux introduisent Uriage dans leurs ouvrages. Comme il se doit, François-Georges Dreyfus, indulgent vis-à-vis du Vichy de Pétain, estime qu'à Uriage ou chez les Compagnons de France, « l'état d'esprit n'est pas très différent de celui des Mouvements de résistance gaullistes au même moment »<sup>4</sup> et, comme les deux bénéficient du soutien de Lamirand et du Secrétariat national à la Jeunesse ou des « démocrates » du cabinet du Maréchal, on sent bien la volonté chez lui d'avancer que, finalement, une partie de Vichy et une partie de la Résistance sont sur les mêmes longueurs d'onde idéologiques et politiques, puisqu'ils sont tous germanophobes. Olivier Wiewiorka, de son côté, est lui moins balancé. S'appuyant sur le jugement de Claude Bourdet, il conclut à propos de l'école d'Uriage qu'« en somme, Vichy égara bien des esprits en obscurcissant la hiérarchie des priorités » puisque Dunoyer de Segonzac et Henri Frenay, bien qu'issus du même milieu, divergent, l'un

---

<sup>1</sup> « Uriage et la Résistance » dans Pierre Bolle dir., *Grenoble et le Vercors. De la Résistance à la Libération. 1940-1944*, Lyon, La Manufacture, 1985, p. 21.

<sup>2</sup> Henri Michel, *Les courants de pensée de la Résistance*, Paris, PUF, coll. « Esprit de la Résistance », 1963 (mais dans l'ouvrage sur *Combat* qu'il a publié dans la même collection en 1958 avec Marie Granet les relations entre Frenay et Uriage sont évoquées) ; Henri Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, Paris, Robert Laffont, 1967-1972 pour les trois premiers tomes (1940-1943). Même abstention chez Alain Guérin, *La Résistance, chronique illustrée 1930-1950*, Paris, Livre-club Diderot, 1972.

<sup>3</sup> *Histoire des mouvements unis de résistance, leur rôle dans la libération du Sud-Est*, Paris, Fayard, 1970.

<sup>4</sup> *Histoire de la Résistance*, Paris, Éditions de Fallois, 1996, p. 79-80.

se lançant dans « l'aventure d'Uriage » et l'autre fondant dès 1940 un mouvement de résistance<sup>5</sup>. Or Henri Frenay dans ses souvenirs est bien plus nuancé. Ayant été un acteur de premier plan et pris quelques risques, il a, lui, quelques états de service pour préférer l'indulgence au jugement péremptoire. Le passage où il relate son premier séjour à Uriage et sa discussion avec Dunoyer qu'il a mis au courant de ses activités clandestines rend compte de ses sentiments, qui ne sont pas du tout de défiance, à l'égard d'Uriage. Dunoyer lui aurait dit : « Vois tu Frenay, tu as compris ce que j'essaie de faire. Je comprends et j'approuve ce que tu fais, mais je ne peux pas abandonner ce que j'ai entrepris. D'abord, j'y suis profondément attaché, mais surtout j'ai la conscience de servir. Je sais que je ne me trompe pas », et Frenay de conclure : « En effet, il ne se trompait pas, du moins à mes yeux et aux siens »<sup>6</sup>. Claude Bourdet, qui est l'un de ses principaux adjoints à Combat, est certes plus sévère. Il brocarde les intellectuels catholiques, dont il reconnaît la probité, « abusés par le galimatias ‘péguyste’ en vogue dans les milieux les plus patriotes du régime » et précise qu'il « songe en particulier aux hommes d'Uriage comme Dunoyer de Segonzac, et à certains dirigeants de la Légion française des combattants, comme François Valentin ». Et il ajoute, non sans condescendance : « Il était tentant en effet, pour des esprits chez qui l'analphabétisme politique et un certain mysticisme étaient étroitement associés, de se replier sur la ‘France sacrée’, et d'imaginer, à l'ombre du Maréchal, une sorte de fraternité sociale, tournant le dos à la fois à la Révolution française, et au capitalisme à l'image d'un Moyen Âge mythique revu et idéalisé. Tout cela pouvait mener certains au fascisme, et, hélas !, les y mena. D'autres, comme les hommes d'Uriage ou Valentin, se reprirent à temps »<sup>7</sup>. Je ne suis pas sûr que le Claude Bourdet de 1941, issu d'un milieu de droite, ait partagé le jugement porté par le Claude Bourdet devenu par la suite – en tout cas, au moment où il écrit ses souvenirs – un sorte d'incarnation de l'intellectuel de gauche. En tout cas, lorsque nous avons conçu le *Dictionnaire historique de la Résistance*, la question ne s'est pas posée entre nous, au conseil scientifique, de savoir si Uriage avait sa place parmi les notices sélectionnées. Nous avons choisi précisément la forme du dictionnaire pour pouvoir mieux faire comprendre le kaléidoscope que la Résistance avait été et c'est naturellement Bernard Comte qui fit l'article en question<sup>8</sup>.

En fait, l'École nationale des cadres d'Uriage peut être considéré comme un révélateur de la période, de sa complexité, des ambiguïtés des comportements, mais, plus encore, de leurs évolutions. Elle est révélatrice tant de la pluralité de ce que recouvre le régime de Vichy, que de la nature diverse de la Résistance ou bien encore de la mémoire de la période et de l'évolution de ses représentations.

## De la pluralité de l'État français

Il n'y a pas un seul « Vichy », on le sait. Vichy est pluriel d'emblée et le reste, dans un moindre mesure, jusqu'en 1944<sup>9</sup>. On ne peut pas concevoir l'État français comme un monolithe et comme si ses composantes n'avaient pas subi quelques modifications au fil des années. Il ne s'agit pas de revenir à la dichotomie de Robert Aron entre un « bon » Vichy,

---

<sup>5</sup> *Histoire de la Résistance 1940-1945*, Paris, Perrin, 1997, p. 109-111.

<sup>6</sup> *La nuit finira*, Paris, Robert Laffont, 1973, p. 176.

<sup>7</sup> *L'aventure incertaine : de la Résistance à la Restauration*, Paris, Stock, 1975, p. 43.

<sup>8</sup> *Dictionnaire historique de la Résistance*, sous la direction de François Marcot, Bruno Leroux et Christine Lévisse-Touzé, Paris, Robert Laffont, coll. Bouquins, 2006, p. 844.

<sup>9</sup> La bibliographie sur ce point est pléthorique. N'ayant pas changé d'analyse, je me permets de renvoyer à ma contribution « La nature du régime de Vichy. Sa philosophie politique » dans *Vichy et les Français* sous la direction de François Bédarida et Jean-Pierre Azéma, Paris, Fayard, 1992, p. 167-188.

celui de Pétain, et un « mauvais », celui de Laval<sup>10</sup>. Il n'en reste pas moins deux réalités fortes, entre autres, qui marquent l'évolution et la vie du régime.

La première de ces réalités est son délitement régulier de 1940 à 1944, c'est-à-dire la sécession ou le retrait de forces et d'hommes qui avaient présidé à sa création. La principale raison de ces départs tient aux relations avec l'Allemagne, à la collaboration, mais surtout à l'interprétation que tel ou tel de ceux qui vont se retirer s'en était faite en croyant plus ou moins longtemps que cette politique n'était pas celle de Pétain et qu'elle masquait une volonté de revanche à plus ou moins long terme. Ce délitement commence dès la fin de 1940 avec le colonel Groussard et le noyau qui va fonder le réseau Alliance. Il s'accélère au moment de l'occupation de la zone sud. La création de l'Organisation de résistance de l'armée (ORA) et plus généralement le courant giraudiste en sont les résultantes. Mais l'ébranlement est antérieur : c'est le retour de Pierre Laval à la tête du gouvernement en avril 1942 qui secoue les milieux encore fidèles au Maréchal car il dissipe les illusions, celle d'une réintégration de la France dans la guerre comme celle d'une régénération du pays par la Révolution nationale. Les milieux catholiques sont particulièrement secoués et Uriage participe de cette prise de distance, voire de l'opposition interne qui s'affirme dès lors.

La deuxième réalité qui marque toute la vie du régime, ce sont les luttes de clans et de lignes politiques qui ne cessent de parcourir les milieux dirigeants. Ces luttes et rivalités s'entrecroisent, évoluent comme les alliances ou les reclassements. Elles sous-tendent les évictions, les remplacements, bref l'instabilité d'un régime certes autoritaire, mais où plusieurs autorités s'affrontent à fleurets plus ou moins mouchetés. Les tensions entre le cabinet du Maréchal et l'équipe Darlan ou celle de Laval sont pratiquement permanentes et contribuent d'ailleurs à maintenir au sein des soutiens du régime des hommes qui auraient été susceptibles de s'en retirer plus tôt. Au cabinet du Maréchal ou, en tout cas à une partie de l'entourage, se rattache la mouvance catholique sociale dont fait partie l'École d'Uriage. Jusque dans ses mémoires, Dunoyer de Segonzac, qui ne cache pas ses sympathies monarchistes, restera fidèle au Maréchal qui lui avait permis de « créer et maintenir la libre École d'Uriage »<sup>11</sup>. Cette mouvance est constitutive d'un régime qui, au départ, est largement improvisé. Elle a ses domaines de prédilection, la politique familiale et celle de la jeunesse, non sans concurrence avec au moins une autre tendance, qui, elle, a les yeux de Chimène pour les expériences fascistes. Disons que l'une est plutôt Salazar (dont l'image est moins négative à l'époque qu'elle ne sera ensuite<sup>12</sup>), l'autre plutôt Mussolini. Chacun a une certaine idée de la Révolution nationale, mettant comme une priorité la régénération du pays. Incontestablement, l'École d'Uriage, son chef et, à notre avis, tout ou partie de ses animateurs espèrent profiter de sa situation, centrale dans la formation des élites qui doivent guider les jeunes ou peupler les organisations, services, institutions du régime pour infléchir la Révolution nationale dans un sens que l'on sait rapidement surtout influencé par le personnalisme. Comme Julian Jackson et quelques autres historiens, nous nous rallions tout à fait à la proposition d'Harry Roderick Kedward pour qui Uriage est « un Vichy qui aurait pu être »<sup>13</sup>, bien que la formule

---

<sup>10</sup> Robert Aron, *Histoire de Vichy*, Paris, Fayard, 1962. À noter que l'École d'Uriage est absente de cet ouvrage.

<sup>11</sup> *Le Vieux chef. Mémoires et pages choisies*, Paris, Le Seuil, 1971, p. 101. Il se dit encore convaincu « que ce glorieux soldat ne trahissait pas et ne pouvait trahir la France ». Mais cette fidélité ne s'étendait pas aux gouvernements nommés par le Maréchal.

<sup>12</sup> Elle est même franchement positive chez les catholiques, y compris chez des catholiques ouverts sur la société et hostiles au nazisme.

<sup>13</sup> Julian Jackson, *La France sous l'Occupation 1940-1944*, Paris, Flammarion, 2004, p. 411, reprenant Harry Roderick Kedward, *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy*, Seyssel, Champ Vallon, 1989, p. 216. Wilfred D. Halls avait lui aussi utilisée cette citation dans *Les jeunes et la politique de Vichy*, Paris, Syros/Alternatives, 1988, p. 333. Kedward écrit plus précisément que *Esprit* et Uriage représentaient « une alternative que Vichy aurait pu mener à son terme par le refus des préjugés maurrassiens, la mise à l'écart des

soit trop lapidaire. Disons qu'à Uriage, on imaginait et on préparait une Révolution nationale différente de celle que, par exemple, l'équipe Darlan essayait de mettre en place. En tout cas, le retour de Laval enterrait le peu de possibilités d'infléchir les orientations qui existaient encore.

## La Résistance un processus de 1940 à 1944

Pas plus que les composantes du régime de Vichy, la Résistance n'est un bloc. En fait, « la » Résistance est une commodité pour désigner une dynamique globale qui entraîne entre 1940 et 1944 des pans de la société, régionalement, socialement, politiquement divers. « La » Résistance, c'est aussi une façon de marquer son unification (relative) derrière le général de Gaulle. L'unité de la Résistance relève donc dans une grande mesure d'une fiction partagée.

La Résistance est en fait un processus dont les points de départ sont éclatés, ne serait-ce qu'entre les zones aux statuts divers. La Résistance de zone occupée qui se forge en présence et contre l'occupant a une composition originelle bien plus large politiquement que celle de zone non occupée qui se construit contre un occupant qui n'est pas présent et contre un régime qui lui l'est beaucoup plus que dans l'autre zone. Cette Résistance n'est pas aussitôt toute entière clairement hostile à la personne du Maréchal, mais c'est encore plus vrai pour celle de la zone occupée. Les deux dénoncent d'emblée la politique de collaboration et les deux se veulent partie prenante d'une lutte de libération nationale qu'il faut organiser et dans laquelle il faut entraîner le peuple français. Celle de zone « libre » est nourrie par l'opposition que rencontre la politique des divers gouvernements au fur et à mesure qu'elle se précise dans les faits et qu'elle apparaît, non comme mue par une volonté d'union des Français, mais par la volonté de revanche de ceux qui, soit voyaient dans le Front populaire la cause de la défaite, soit l'attribuaient à la IIIe République, à moins qu'ils ne considèrent que tout venait de la Révolution française. Mais, même si les milieux de gauche lui fournissent le gros de ses troupes, la Résistance de zone « libre » n'en est pas moins plurielle avec une composante démocrate chrétienne très tôt présente. Elle est alimentée aussi par les défections des partisans de Vichy, et ce, dès la fin de 1940. Ces oppositions qui se muent en résistances se forgent également au sein des administrations et institutions paraétatiques. Elles peuvent être le fait d'individus qui paraissent très engagés dans les rouages de l'État français, administration préfectorale, police, magistrature, etc., et cet engagement n'a rien à voir avec l'opportunisme que l'on pourrait, non sans a priori, soupçonner. Tous les historiens qui connaissent un tant soit peu les réalités de terrain peuvent se référer à nombre d'exemples de ce genre. Pour ma part, j'ai cité le cas de cette cérémonie de prestation du serment au Maréchal à Toulon en 1942 dont le speaker est le secrétaire général de la sous-préfecture qui est en même temps le chef départemental de Combat, tandis que parmi les personnalités censées faire allégeance, se trouvent le substitut du procureur de la République, Charles Dubost, futur représentant de la France au tribunal de Nuremberg, alors membre de Libération et le chef de la police judiciaire de Toulon, Michel Hacq, qui, à lire les rapports lénifiants qu'il signe sur la préparation et le déroulement de la manifestation du 14 juillet dans la ville, a vraisemblablement commencé à prendre les distances avec le régime. Il faut en revenir sans cesse pour comprendre les comportements dans cette période aux « Français du penser double » et de « l'agir double »

---

partisans de compromis avec l'Allemagne, la démission de Pétain au moment de l'invasion de la zone sud et une plus grande participation des catholiques et des conservateurs à la Résistance », ce qui fait beaucoup...

de Pierre Laborie<sup>14</sup>. L'École des cadres d'Uriage est une institution vichyste, mais y participer ne signifie pas mécaniquement que tous ceux qui y travaillent ou qui viennent y suivre une formation soient pour autant des partisans du régime, même si la plupart n'ont aucune sympathie pour la « dissidence ». Mais la méfiance à l'égard du chef de la France libre n'est pas rare parmi les premiers résistants qui, même à gauche, peuvent un temps nourrir moins de méfiance vis-à-vis de Pétain qu'à l'égard de de Gaulle. En manifestant sa volonté de rejoindre Londres en 1940, l'abbé de Naurois se démarque sans doute de la plupart de ceux qu'il va retrouver à Uriage et il n'en participe pas moins activement à l'expérience d'Uriage comme le marxiste Dumazedier ou le juriste Paul Reuter, vite suspect de sympathies pour la « dissidence ». La volonté d'en faire un lieu de libre débat, la distance prise progressivement – et de façon très accélérée après le retour de Laval au pouvoir – prépare et favorise la rupture. Si l'École ne participe pas à « la » Résistance, elle n'en est pas moins effectivement un lieu de résistance aux velléités autoritaires du régime et une passerelle pour ceux des siens qui entendent participer à la lutte de libération nationale dès lors qu'ils savent qu'il n'y a plus rien à attendre des milieux officiels et que les occupants sont là. Qu'ils participent du courant giraudiste en découle logiquement, mais, à ce moment-là, l'École n'existe plus.

### Vichysto-résistants ?

Mise sur le marché il y a une vingtaine d'années<sup>15</sup>, cette expression, bien qu'anachronique puisque construite longtemps après les faits, a fait florès. Une nouvelle catégorie de résistants était née, une catégorie qui levait le masque sur une réalité qui, nécessairement, avait été occultée (autre grand mot du moment) par des mémoires complaisantes. L'expression sonnait bien, faisait bien. On s'est précipité dessus et on l'a mise à toutes les sauces. Ses promoteurs l'avaient employée pour désigner ceux des résistants de 1943, en particulier les militaires, membres de l'armée d'armistice avant l'occupation de la zone sud. Elle a très vite été élargie aux résistants incontestables qui avaient « servi loyalement, dans un premier temps, le régime de Vichy » tout en étant anti-allemands et favorables à la revanche, puis à tous ceux qui, de près ou de loin, avaient été favorables à tout ou partie du corpus – hétérogène par ailleurs – du pétainisme<sup>16</sup>. En peu de temps, elle a été réutilisée par une large palette d'historiens ou historiens, allant des étudiants de master aux doctorants des plus sérieux, jusqu'aux vulgarisateurs toujours à l'affût d'une aubaine éditoriale. Elle venait à point nommé alors que « l'ère du soupçon » s'était bien installée et que la vulgate dont la dénonciation du « résistancialisme » était l'une des facettes majeures imposait sa représentation contestable de la période<sup>17</sup>. Ce nouveau concept, qui entendait participer à la démythification de la Résistance, aboutissait souvent à laisser croire qu'elle n'avait été peut-être, finalement, qu'une mystification. Les hommes d'Uriage étaient évidemment au premier rang des « vichysto-résistants » patentés, tout comme François

---

<sup>14</sup> Voir en particulier ses développements à ce sujet dans *Les Français des années troubles : de la guerre d'Espagne à la Libération* (rééd. Paris, Le Seuil, Points-Histoire, 2003) et *Le chagrin et le venin. La France sous l'occupation, mémoire et idées reçues* (édition revue et augmentée, Paris, Gallimard, Folio Histoire, 2014).

<sup>15</sup> Laurent Douzou et Denis Peschanski, « La Résistance française face à l'hypothèque Vichy » in Denis Peschanski et David Bidussa dir., *La France de Vichy. Archives inédites d'Angelo Tasca*, Milan, Feltrinelli, 1995, p. 3-42.

<sup>16</sup> Sur la construction des « vichysto-résistants », Johanna Barasz, « Les vichysto-résistants : choix d'un sujet, construction d'un objet » dans Julien Blanc et Cécile Vast dir., *Chercheurs en Résistance. Pistes et outils à l'usage des historiens*, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 43 et sa thèse *De Vichy à la Résistance : les vichysto-résistants 1940-1944*, Institut d'études politiques de Paris, 2010 (sous la direction de Jean-Pierre Azéma).

<sup>17</sup> Je renvoie pour « l'ère du soupçon » à Henry Rousso et Éric Conan, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994, et pour la vulgate à Pierre Laborie, *Le chagrin...op. cit.*

Mitterrand qui, avec ses compagnons du mouvement prisonniers, avait participé à un stage à Uriage en octobre 1942 et qui était à l'évidence celui par qui toute cette reconstruction avait commencé.

Mais qu'entend-on par « vichysto-résistants » ? Ses concepteurs ou utilisateurs plus ou moins réfléchis mettent dans ce même sac beaucoup de gens, qui vont des hommes de 1940-41 (Frenay et les chefs du mouvement Liberté, Groussard, Cochet, etc.) – qui n'ont pas participé aux rouages du régime - à ceux de 1943 (l'ORA, Giraud, etc.). Denis Peschanski, dans l'article qu'il a rédigé pour le *Dictionnaire historique de la Résistance*, va même jusqu'à écrire que l'expression concerne une « majorité des mouvements et réseaux de 1940-1941 » et il distingue, après cette « première génération », une deuxième, puis une troisième génération de « vichysto-résistants » en 1942, puis 1943. Ce fourre-tout n'oublie curieusement que la quatrième (et minuscule) génération, celle de fin 1943-1944 qui, au sein de l'entourage du Maréchal, tente de se démarquer et de négocier avec la résistance gaulliste et les Alliés...et qui, seule, pourrait éventuellement être qualifiée de « vichysto-résistante ».

Si l'on suit bien les uns et les autres, la « vichysto-résistance » est caractérisée par le soutien (réel ou apparent, peu importe, la question n'est pas posée) apporté au moins un moment au maréchal Pétain, par une critique virulente – et parfois un rejet - des hommes politiques de la III<sup>e</sup> République ou de ses institutions, par la volonté de réformer en profondeur le pays, de le régénérer et de le moraliser, par un attachement à l'ordre, par l'anticommunisme, voire l'antisocialisme. Bref, mis à part les fractions de la Résistance qui se situent nettement à gauche, on ne voit pas très bien qui échappe à la « vichysto-résistance » pour peu que l'on se situe à droite. C'est à se demander si une partie de la France libre n'aurait pas été « vichysto-résistante » s'il n'y avait eu la question de l'armistice... En tout cas, en zone occupée, la Résistance dont les principales formations sont nées ou se sont plutôt développées à droite, mis à part Libération-Nord et les communistes, pas grand monde, or, au fait, Vichy, existe-t-il en dehors de la zone non occupée et des colonies ?

Le problème est donc ce que l'on entend par vichysme. Le concept de maréchalisme, proposé en son temps par Jean-Pierre Azéma pour distinguer la confiance (relative ou absolue) au Maréchal du pétainisme, a constitué une avancée importante dans la compréhension des comportements du moment. Bien que couvrant un éventail assez large allant du culte au respect du Maréchal, il permettait de distinguer ce soutien, absolu ou relatif, à la personne de l'idéologie, de l'adhésion au projet de politique intérieure de Vichy, tel du moins que l'idéologie de la Révolution nationale le supposait (quelle que soit l'idée que l'on se faisait de ce qu'elle devait être). Un résistant pouvait avoir été maréchaliste ou garder de l'indulgence pour le vieil homme. Un résistant pouvait considérer avec sympathie les propositions de refonte sociale et politique du régime. En revanche, il ne pouvait soutenir la politique de collaboration et c'est là la grande différence, tant avec le collaborationnisme qu'avec le vichysme. Ces trois groupes étaient clairement délimités à l'époque. C'était schématiquement Londres, Paris et Vichy. Il n'est pas besoin de souligner que Paris, le collaborationnisme, n'est pas Vichy et que Londres n'est pas plus l'un que l'autre. Qui sont les vichystes finalement ? Ceux qui soutiennent le régime de bout en bout de 1940 à 1944 - Pétain, Darlan, Laval et les clans et sous-clans qui les entourent - pour des raisons diverses qui vont de l'intérêt bien compris, à la peur du désordre et de la révolution, au sentiment que seule l'entente avec l'Allemagne hitlérienne peut sauver la France. Ces vichystes sont certes de moins en moins nombreux et il ne reste guère plus en 1944 que les partisans de Laval, les pétainistes radicaux de la Milice et la droite extrême ou conservatrice hostile à Laval, germanophobe, mais confite en dévotion pour le Maréchal ou le considérant comme le dernier rempart contre la révolution, soit la position en zone sud, du dernier carré de maurrassiens et d'anciens PSF.

Le concept de vichysto-résistance se justifie d'autant moins que, non seulement il essentialise une sorte de catégorie de la Résistance, mais qu'en outre il suppose que les individus censés la représenter n'évoluent pas et restent figés sur leurs positions. Or, la Résistance, processus continue y compris sur le plan de la représentation de ce que devront être la France et le monde une fois la libération réalisée, évolue et, avec elle, les personnes qui s'y sont engagées. L'une des caractéristiques les plus remarquables sur le plan politique de la Résistance est précisément la transformation que cet engagement amène chez beaucoup de ceux qui participent au combat, du moins chez ceux – et ils sont nombreux – qui associent lutte militaire et combat politique. Le cas d'Henri Frenay ou celui de Philippe Viannay, l'animateur de Défense de la France, sont exemplaires sur ce plan, mais ils sont les reflets d'un glissement plus général, que nous avons souligné souvent, de la lutte de libération nationale associant dans son cheminement la restauration d'une République que beaucoup de ses initiateurs remettaient en cause au départ, puis l'instauration d'un ordre, non seulement politique, mais social et économique plus juste. Et bien des hommes passés par Uriage échappent d'autant moins à cette évolution que les réflexions qu'ils avaient conduites au sein de l'école les y avaient finalement préparés.

On ne peut pas être en même temps vichyste et résistant. La « vichysto-résistance » est donc, au sens premier du mot, une chimère, un animal fantastique fait de bouts et de morceaux piqués ici et là. Ce concept obscurcit la compréhension des comportements, il relève de l'anachronisme collant un problème ou un pseudo-problème du présent à une situation passée et il contribue à entretenir une suspicion mémorielle que rien ne justifie.

\*  
\* \*

Uriage, Vichy ou la Résistance ? La réponse n'est certainement pas : en même temps. En fait, l'engagement des hommes d'Uriage est l'illustration d'un processus plus général, propre à la zone « libre », qui fait passer un certain nombre d'individus de la France de Vichy à la France sous Vichy, plus ou moins vite entre 1941 et novembre 1942, puis à la France contre Vichy et contre les occupants (allemands et italiens). Ce glissement reflète celui de l'opinion, même si celle-ci a moins été de que sous Vichy et moins contre Vichy et les occupants que sous eux, tout en aspirant impatientement à la libération par les Alliés et la France combattante. Tout le problème pour la ou les Résistances sera de faire passer cette population de l'attente de la Libération à l'action pour la Libération. C'est ce à quoi ont participé aussi les hommes d'Uriage.